

# Introduction

Autor(en): **Belle, Louis**

Objektyp: **Preface**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **61 (2003)**

Heft 4: **Regards sur le management : des savoirs à l'action ; Administration et gestion publique. I**

PDF erstellt am: **22.07.2024**

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

## INTRODUCTION

Louis BELLE  
Président de RESO

La science économique considère classiquement l'entreprise comme un point et porte son attention à l'allocation des ressources à travers la coordination par le marché. L'économie d'entreprise ne se contente pas d'une telle approximation et s'attache résolument à comprendre les phénomènes organisationnels au travers de l'allocation de ressources opérée par la hiérarchie, autrement dit, par l'intégration verticale. La science économique repose sur l'hypothèse d'une rationalité complète, où les agents, supposés omnipotents, sont censés prendre des décisions optimales. L'économie d'entreprise repose sur une hypothèse plus réaliste de la rationalité, la « rationalité liée » (*bounded rationality*) plus communément qualifiée de « limitée ». Parce qu'ils s'intéressent avant tout aux questions concrètes de l'économie au travers notamment la question de la décision, les économistes d'entreprise s'éloignent du souci de prédiction pour celui de pertinence dans et de l'action.

Le texte de Rachel Bocquet qui s'inscrit dans le courant de l'Economie des conventions, prend en compte ces deux différences qui permettent d'analyser et de traiter les problèmes de gestion. S'inscrivant également dans le souci concret de rendre compte de la décision organisationnelle et managériale, le texte de Jean-Philippe Rudolf s'attache à proposer les bases d'une méthodologie de développement territorial. Il tisse également un lien entre économie, gestion et sciences humaines et sociales. L'article de Yves Borgeaud et Maurice Delessert s'inscrit dans le même souci de rendre compte d'une rationalité économique en termes de limites et de liens entre les différents acteurs pour un développement local harmonieux. Le texte de Corinne Desjacques porte sur l'entrepreneuriat, l'auteure précisant les facteurs de la réussite des *start-up*. Voilà pour le premier groupe de textes aux frontières de la stratégie et du développement économique.

Un deuxième groupe de textes aborde le sujet de la qualité, vue comme un outil favorisant le changement pour rejoindre les préoccupations du client, d'un point de vue général dans le cas de l'article de Philippe Jacques, ou dans le cas spécifique du secteur touristique, dans celui d'Alexis Tschopp. S'ensuivent des textes de factures différentes mais qui tous renvoient d'une façon ou d'une autre à la question des normes. Salem Sam s'intéresse aux normes comptables internationales et les conditions de possibilité de leur mise en place dans les PME. Isabelle Augsburger-Bucheli traite de la question de la lutte contre la criminalité économique, avec le souci de mise en place de structures de formation à ce sujet crucial. Jean-Marc Bigler et D. Rüfenacht s'intéressent à la question de la responsabilité sociale. Finalement, ces questions impliquent certainement un questionnement sur la formation des managers, comme semble le suggérer dans leurs articles Philippe Merlier et Marc Hitz.

Le troisième groupe d'articles rassemble des textes consacrés au marketing et à la communication. Roya Bafandi aborde la question des marques en termes d'image nationale, et Olivier Rappaz, le management de crise, la gestion de la communication nécessitant selon lui de nouveaux réflexes issus tout particulièrement aux changements induits par Internet. Retour à l'image, des villes cette fois, à travers le développement d'un système d'évaluation et de management de l'image des cités, par Nicolas Babey. Puis, Rafael Matos traite des structures de création et de commercialisation de produits touristiques « verts ». Pour finir, François Courvoisier aborde le marketing des organisations à but non lucratif, affirmant une démarche gestionnaire contingente.

Renvoyant à la gestion des ressources humaines, un quatrième groupe de textes aborde également divers sujets. L'idée de solutions RH contingentes, c'est-à-dire adaptées aux différemment contextes, avec par Rico Baldegger et Michel Arcand. Une approche éthologique est entreprise par Hervé Vernet. Laurence Firoben et Catherine Hirsch analyse leur pratique de recrutement dans les limites de l'éthique. Enfin, Jean-Daniel Mottas présente les contours du coaching.

Liés d'une certaine façon aux RH, Eric Décosterd aborde la question de l'apprentissage organisationnel à partir d'un cas pratique marquant. Toujours sur ce thème, Ingo Kühner, Alain Max Guénette et Jean-Claude Sardas précisent la nécessité d'une articulation entre compétences et connaissances, la gestion de ces dernières ne pouvant pas, rappelle Laurence Larghi, être appréhendées uniquement à travers des outils. S'inscrivant résolument dans cette idée, Alain Max Guénette et Jean-Claude Sardas précisent la nécessité qu'il y a aujourd'hui de prendre en compte les dynamiques métiers. Pierre-André Sunier pose ensuite les bases de ce qu'est l'informatique de gestion, considérée comme interface entre les utilisateurs et les techniciens. Catherine Equey, finalement, considère les conditions d'effectivité dans la mise en place des ERP. Voilà pour le cinquième groupe d'articles.

La sixième et dernière partie est consacrée au management public, thème que des textes précédents ont aussi pu aborder. En visitant les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) au service du public, Samuel Abbey et Philipp Zimmermann expliquent comment la digitalisation entraîne des modifications, tant à l'interne des organisations, que dans les rapports avec le public. Nicolas Babey et Christophe Clivaz abordent la relation difficile entre le développement durable et l'élaboration d'un système d'indicateurs pour les communes. Deux textes permettent de clore cette partie, l'un de facture économique, l'autre, sociologique. Andrea Baranzini et Philippe Thalmann traitent de la capacité des entreprises à dépasser les règles actuellement en vigueur en matière environnementale. David Giauque cerne la question de la participation et de la représentation syndicale, autrement dit, la question des nouveaux rapports de force à l'œuvre dans les organisations publiques.

Deux textes permettent de clore ce dossier, qui touche aux questions touristiques de Andrew Mungall et Miriam Scaglione enseignants-chercheurs à l'école hôtelière de Lausanne.

Le management est devenue une question sérieuse dont il faut débattre, raison de cette tentative de faire un tour des compétences actuelles au sein des Hautes écoles de gestion (HEG) de la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO).